



## PARIS : Réactions des acteurs de l'immobilier à l'annonce du gouvernement d'Edouard PHILIPPE

La rédaction.

Visuel Indisponible

### **Immobilier existant : Thibault de Saint Vincent, Président de BARNES**

En ma qualité de représentant d'une société immobilière française ayant un réseau important à l'international, je salue un gouvernement ouvert, qui donne une grande part à la société civile, avec notamment la nomination de Murielle Pénicaud comme ministre du Travail. L'expérience de Bruno Le Maire sera également un facteur rassurant pour nos investisseurs étrangers et j'espère sincèrement que le ministre en charge du logement restera dans cette lignée de pragmatisme et d'ouverture.

Emmanuel Macron souhaitant incarner le symbole de la jeunesse, des idées novatrices et du renouvellement des politiques, nous nous attendions à un souffle de dynamisme et une rupture plus marquée. La présence de vieux routiers de la politique tels que François Bayrou, Gérard Collomb, Marielle de Sarnez et Jean-Yves le Drian est en contradiction avec le renouveau et le souffle de dynamisme tant espéré.

### **Immobilier existant : Eric Allouche, Directeur Exécutif de ERA France**

Alors que le logement est un domaine capital dans la vie des Français et un secteur économique en pleine croissance, nous regrettons vivement l'absence de Ministère et même de secrétariat d'Etat dédié au logement. Sur la forme, il s'agit là d'un signal démontrant que le logement n'est pas une priorité.

Sur le fonds, nous ignorons à ce jour les mesures qui seront prises. Nous attendons donc de savoir ce qui sera annoncé par le ou les Ministères compétents dans ce domaine avant de nous prononcer.

Toutefois, pour permettre au plus grand nombre possible de français de se loger sans avoir besoin de recourir au secteur social, nous espérons que des décisions concrètes seront prises afin de leur permettre de devenir propriétaire et de les inciter à investir dans le logement locatif.

### **Copropriété : Rachid Laaraj, fondateur de Syneval – Le logement : victime collatérale d'un gouvernement resserré ?**

L'élection d'Emmanuel Macron à la Présidence de la République a créé un vaste espoir dans la société Française mais également chez les professionnels de l'immobilier, qui se prenaient à rêver d'une action enfin durable et d'une stabilité législative et fiscale du secteur.

L'annonce aujourd'hui du gouvernement de M. Edouard Philippe sonne comme un terrible retour sur terre. Il semble donc que le logement se retrouve sacrifié et ne bénéficie même plus d'un ministère dédié ! Les prérogatives relatives au logement se retrouveraient partagées entre le Ministère de la Cohésion des Territoires et le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire.

La politique du logement a souffert au cours des dernières années d'une accumulation de textes législatifs parfois contradictoires et de la volonté de chaque ministre d'entrer dans la postérité en laissant une loi-cadre éponyme en héritage. Comment croire que cela changera alors que la composition du gouvernement révèle clairement que le logement n'est pas la priorité de ce gouvernement ? A cela viendra de plus s'ajouter les très prévisibles divergences entre les deux ministères dont la seule victime sera le secteur de l'immobilier dans son ensemble.

[Visualiser l'article](#)

Le secteur de l'immobilier avait une vraie chance de dépasser les clivages politiques et d'assurer une stabilité nécessaire à un des postes clés des budgets des ménages. L'espoir n'aura duré que 10 jours.

### **Logements étudiants et jeunes travailleurs : Laurent Strichard, Président d'Open Partners**

Si la crise du logement des jeunes pointe dans les discours de nos élus, la composition du gouvernement nous montre bien qu'elle n'est pas pour autant une priorité.

Accompagner l'entrée des jeunes dans la vie active en recréant le lien sociable devrait s'imposer comme une priorité, un délégué interministériel aurait au moins dû être désigné.

### **Logements neufs : Yoann Joubert, Président Directeur Général de REALITES**

Une nomination qui nous donne des ailes pour les 3 années à venir. La nomination de Monsieur Richard Ferrand à la tête de notre ministère de tutelle va dans le sens de la dynamique du marché. REALITES s'engagera à plein et avec enthousiasme dans le sens des orientations politiques qui seront fixées notre Ministre.